1, 6 millions ! Le gouvernement n'a pas d'autre choix que de répondre !

La journée du 5 novembre a été marquée par une grève d'une grande puissance. 1,6 millions de personnes ont manifesté dans toute la France contre la vie chère, pour l'augmentation générale des salaires et des pensions et la satisfaction des revendications portées en particulier par la jeunesse. Dès le matin, des piquets de grève et de très nombreux blocages dans les Lycées et les universités ont eu lieu.

A Paris, plus de 300 militants se sont rassemblés au ministère à l'appel de la FNEC FP-FO, de syndicats FO de l'action sociale, et de délégations interprofessionnelles d'UD-FO, en défense de l'enseignement spécialisé et de ses structures, contre l'inclusion systématique, pour un Statut et un vrai salaire pour 24h temps plein pour les AESH, pour l'abandon des PIAL et des PAS.



Il y avait de nombreuses délégations de province malgré les trains et transports annulés. En plus des prises de paroles des secrétaire généraux de la FNEC FP-FO, du SNUDI-FO, du SNFOLC, des militants du SNETAA-FO, de l'Action sociale et de nombreuses AESH sont intervenus pour expliquer leurs conditions de travail dégradées et marteler leurs revendications. Laure Beyret, secrétaire confédérale en charge du handicap est intervenue en soutien de la mobilisation au nom de la confédération. Un document plus détaillé reviendra sur cette montée nationale.



Les délégations de ce rassemblement ont ensuite rejoint le départ de la manifestation parisienne (350 000 manifestants) où le cortège FO a dû attendre plus de 3h compte tenu du nombre de manifestants pour s'élancer.

Les revendications en défense de l'enseignement spécialisé et pour les AESH étaient également présentes dans les cortèges des autres villes comme ici à Clermont-Ferrand.



150 000 manifestants à Marseille, 26 000 à Caen, 20 000 à Rouen, 20 000 au havre, Nantes 35 000, Lyon 50 000, Angers 18 000, Le Puy-en-Velay 3000, Grenoble 20 000, Bordeaux 120 000, Lille 100 000, Auxerre 1000, Chambéry 4000, Annecy 7000, St Brieuc 5000, Amiens 10 000, Manosque 1000, Gap 2300, Avignon 6000, Tours 22 000, Toulon 7000, Clermont-Ferrand 10 000…



Dans plusieurs villes, les manifestants ont été confrontés à une répression féroce comme par exemple à Toulouse suite au refus de la préfecture d'autoriser le parcours exigé par les organisations syndicales.

La FNEC FP-FO s'est à nouveau adressé au ministre pour que cesse la répression et les interventions de la police à l'intérieur des établissements.

Des discussions se sont poursuivies dans des réunions de personnels, des assemblées générales comme à Lyon, Tours, Toulouse, Laval, Rennes, Rouen (cf. note en PJ) … Des initiatives sont prises comme des rassemblements en préfecture contre la répression, des réunions programmées dans les établissements, des tournées d'école et d'établissements pour discuter avec les collègues de la poursuite de la mobilisation, des appels à participer aux manifestations du samedi 7 novembre…

Une discussion est engagée avec la FSU pour la poursuite de la mobilisation dès le mardi 10 novembre.

Comme le rappelle l'appel du Comité national fédéral du 4 novembre : « *Le CNF appelle les personnels et les salariés à se réunir en AG dès demain pour discuter des suites à donner, notamment en mettant en débat la reconduction de la grève pour bloquer le pays et faire céder le gouvernement.* »

Le SF.